

REPUBLIQUE DU MALI



*MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU  
MINISTRE DES MINES*



**CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE  
DOCUMENT DE LA REVUE 2023 DUSECTEUR MINES ET  
ENERGIE**



Centrale Solaire de Kita



Centrale Hydroélectrique de Selingue

## TABLE DES MATIERES

<b>RESUME .....</b>	<b>- 6 -</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>- 8 -</b>
<b>2. BILAN.....</b>	<b>- 9 -</b>
2.1. REALISATIONS .....	- 9 -
2.1.1. SOUS SECTEUR MINES .....	- 9 -
Objectif 1 : Assurer la diversification et le développement des ressources minérales .....	- 9 -
Part des substances autres que l'or dans les titres de recherche attribués .....	- 9 -
Objectif 2 : Assurer la promotion du développement de la petite mine .....	- 14 -
Taux d'évolution des titres d'exploitation délivrés pour la petite mine .....	- 14 -
Objectif 3 : Promouvoir les matériaux de construction.....	- 15 -
2.1.2. SOUS SECTEUR ENERGIE .....	- 17 -
OBJECTIF n°1 : satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût .....	- 17 -
OBJECTIF N°2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution .....	- 18 -
OBJECTIF N° 3: Assurer la protection des personnes, des biens, et de l'environnement contre des risques inhérents aux services énergétiques .....	- 21 -
2.2. INDICATEURS SECTORIELS/RESULTATS .....	- 23 -
2.2.1.SOUS SECTEUR MINES .....	- 23 -
CONTRIBUTION DES MINES A L'ECONOMIE ET AU BUDGET D'ETAT .....	- 29 -
2.2.2. SOUS SECTEUR ENERGIE .....	- 32 -
<b>2.3. ETAT DE L'EXECUTION BUDGETAIRE.....</b>	<b>- 33 -</b>
2.3.1. SOUS SECTEUR MINES .....	- 33 -
2.3.2. SOUS SECTEUR ENERGIE .....	- 35 -
<b>3. PROBLEMES ET CONTRAINTES .....</b>	<b>- 41 -</b>
3.1. SOUS SECTEUR MINES .....	- 41 -
3.2. SOUS SECTEUR ENERGIE.....	- 42 -
<b>4. PERSPECTIVES POUR 2024 .....</b>	<b>- 43 -</b>
4.1. SOUS- SECTEUR MINES .....	- 43 -
4.2. SOUS SECTEUR ENERGIE .....	- 45 -
<b>5. CONCLUSION.....</b>	<b>- 47 -</b>
<b>ANNEXE 1 : PROJET DE CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DU CREDD 2019-2023.....</b>	<b>- 50 -</b>

## LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AER-Mali : Agence des Energies Renouvelables du Mali

AIEA : Agence Internationale de l'Energie Atomique

AMADER : Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale

AMARAP : Agence Malienne de Radioprotection

ANADEB : Agence Nationale de Développement des Biocarburants

AS : Axe Stratégique

BAD : Banque Africaine de Développement

BEI : Banque Européenne d'Investissement

BID : Banque Islamique de Développement

BSI : Budget Spécial d'Investissement

CREDD : Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable.

CHR : Calendrier Harmonisé des Revues

CSCRIP : Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté

CPS : Cellule de Planification et de Statistiques

DFM: Direction des Finances et du Matériel

DNE : Direction Nationale de l'Energie

DNGM: Direction Nationale de la Géologie et des Mines

DNPD: Direction Nationale de la Planification du Développement

ENR : Energie Renouvelable

ITIE : Initiative Pour la Transparence dans les Industries Extractives

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONRP : Office National de la Recherche Pétrolière

PAPERM : Projet de Promotion des Energies Renouvelables au Mali

PEN : Politique Energétique Nationale

PEVES : Projet Electrification Villageoise par Energie Solaire

PIB: Produit Intérieur Brut

PTF: Partenaires Techniques et Financiers

SHER: Système Hybride d'Electrification Rurale

SOMISY : Société Minière de Syama

UC : Unité de Compte

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : part des titres de recherche autre que l'or ;
- Tableau 2 : Taux de croissance des quantités d'or produites
- Tableau 3 : Evolution de la production d'Or ;
- Tableau 4 : récapitulatif de la production d'or par société
- Tableau 4 : taux d'évolution des titres pour la petite mine ;
- Tableau 5 : taux d'accès à l'énergie ;
- Tableau 6 : taux de pénétration des ENRs
- Tableau 7 : évolution des productions de biocarburant
- Tableau 8 : Evolution des indicateurs du secteur minier
- Tableau 09 : Apport agrégé du secteur aux recettes du trésor public
- Tableau 10 : part des recettes minières dans les recettes totales des Impôts
- Tableau 11 : part des recettes minières dans les recettes totales de Douanes
- Tableau 12 : situation des exonérations ;
- Tableau 13 : situation du paiement des dividendes ;
- Tableau 14 : part du secteur minier dans le PIB
- Tableau 15 : évolution des indicateurs du secteur énergie ;
- Tableau 16 : Etat d'exécution du BSI en 2019, 2020 et 2021 (Secteur Mines)
- Tableau 17 : situation d'exécution des projets et programmes (secteur Mines)
- Tableau 18 : Etat d'exécution du BSI en 2019, 2020 et 2021 (Secteur Energie)
- Tableau 19 : situation d'exécution des projets et programmes (secteur Energie)
- Tableau 20 : nature du financement extérieur (secteur énergie)
- Tableau 21 : répartition du financement acquis par composante (secteur énergie)
- Tableau 22 : projection de la production industrielle d'or

### **Annexes :**

- Tableau 1: Cadre de mesure de performance du CREDD 2019-2023

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : taux d'accroissement des titres attribués

Graphique 2a : évolution de la production d'or ;

Graphique 2 b : taux d'évolution de la production d'or

Graphique 3 : taux d'évolution des titres pour la petite mine

Graphique 4 : taux de croissance de la production du calcaire ;

Graphique 5 : taux de croissance de la production de la dolorite

Graphique 6 : taux de croissance de la production du marbre ;

Graphique 7 : Taux d'accès à l'énergie

Graphique 8 : taux de pénétration des ENRs

Graphique 9a : évolution consommation de gaz butane

Graphique 9b : évolution consommation de gaz butane/hbt

Graphique 10 : pourcentage de service sous licence dosimétrique ;

Graphique 11 : pourcentage de travailleurs sous surveillance dosimétrique

Graphique 12 : apport agrégé du secteur minier au trésor public ;

Graphique 12 a : évolution des recettes de la DGI

Graphique 12 b 1 : évolution des recettes de la DGD

Graphique 12 b2 : évolution des exos

Graphique 12 c : évolution des recettes de la DND

Graphique 13 : évolution des dividendes payés à l'Etat

Graphique 14 : évolution de la part du secteur minier dans le PIB

Graphique 15 : Nature du Financement Extérieur Acquis (en millions de F.CFA)

Graphique 16 répartition du financement acquis par composante (secteur énergie)

Graphique 17 : évolution de production industrielle d'or

## RESUME

---

L'organisation de la revue du secteur mines et énergie 2023, obéit au respect de l'application du calendrier harmonisé des revues sectorielles suivant la lettre circulaire n° 001110/MEF-SG du 08 avril 2024, portant préparation et tenue des revues de budget-programmes, de projets-programmes et des revues sectorielles pour l'année 2023. Cet exercice est à la 5<sup>ème</sup> et dernière année de mise en œuvre du CREDD 2019-2023.

L'exploitation de l'or continue depuis plus de 10 ans d'occuper la première place parmi les produits d'exportation du Mali.

Au cours de l'année 2023, le Mali a enregistré une production d'or de 72,593 tonnes contre 72,227 tonnes (dont 6 tonnes pour l'orpaillage) en 2022, soit une augmentation de 0,5 %. Cette production dépasse la prévision 2023 de 2,594 tonnes, soit 4,5 point de pourcentage.

La valeur des exportations du secteur minier en 2023 s'est élevée à 2.595 milliards de francs CFA contre 3.161,6 milliards de francs CFA en 2022, représentant 78,8 % de la valeur totale des exportations au Mali.

L'Énergie est un secteur à vocation économique et sociale, pourvoyeur de produits, de services et de commodités. Les services énergétiques contribuent de manière significative à toutes les activités humaines pour l'amélioration des conditions de vie qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable et des activités génératrices de revenus.

L'objectif visé est de contribuer à la réduction de la pauvreté en mettant l'énergie, en quantité, en qualité et à moindre coût, à la disposition des différents secteurs socioéconomiques notamment l'industrie, le commerce, l'artisanat, le tourisme, les services, l'agriculture, les mines, l'élevage, la pêche, l'éducation, la santé et le secteur domestique.

La situation énergétique du Mali est caractérisée par un niveau relativement très faible environ 0,32 tep/hbt/an contre une moyenne annuelle mondiale de 1,88 tep/hbt. Quant à la consommation d'électricité annuelle moyenne par habitant est de 160 kWh contre une moyenne mondiale de 3200 kWh.

Globalement, la consommation énergétique du Mali est essentiellement basée sur la biomasse qui représente 68 %, suivi des produits pétroliers qui occupent 23 % et de l'électricité qui n'occupe que 9 % du total de la consommation d'énergie finale.

Le taux d'électrification sur le plan national en 2023 est de 63,6% dont 31,9% en milieu rural.

Le taux de croissance de la demande est de l'ordre de 10 % en moyenne par an.

La production thermique occupe encore une part prépondérante dans le mix énergétique du pays, autour d'environ 63% en 2023.

La revue du secteur mines et énergie de 2023, concerne trente projets (30) dont vingt-cinq (25) pour le secteur de l'énergie et cinq (05) pour celui des mines.

La dotation globale pour 2023 du secteur mines et énergie est évaluée 97 milliards 671 millions de Francs CFA. Le total des décaissements est évalué à 27 milliards 954 millions de Francs CFA. Le taux de décaissement global du secteur a été de 42 %.

**Pour le sous-secteur des mines, la situation d'exécution des projets se présente comme suit :**

En 2023, le nombre de projets en exécution est de cinq (05)

Programmation : 7 328 millions de Francs CFA

Décaissement 3004 millions de Francs CFA

Taux de décaissement : 41 %

**Pour le sous-secteur de l'Énergie, la situation d'exécution est la suivante :**

En 2023, 25 projets sont en cours d'exécution

Programmation : 90 353 millions de Francs CFA

Décaissement : 24 950 millions de Francs CFA

Taux de décaissement : 28,62 %.

## 1. INTRODUCTION

---

Par la lettre circulaire n° 001110/MEF-SG du 08 avril 2024, relative à la préparation et à la tenue de la revue sectorielle harmonisée de l'année 2023, le Ministère de l'Economie et des Finances a instruit à chaque département ministériel sectoriel d'élaborer un rapport d'exécution au 31 décembre 2023 des politiques et Stratégies, afin de fournir les éléments nécessaires à la préparation de la revue du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui est à sa 5<sup>ème</sup> et dernière année de mise en œuvre du CREDD 2019-2023.

L'adoption du calendrier harmonisé des revues présente des avantages certains que sont entre autres : la création d'une plus grande synergie entre les cabinets ministériels et les différentes administrations opérationnelles, notamment les CPS, les DFM et les structures techniques ; l'amélioration de la qualité des informations et des rapports produits suite à une meilleure organisation de la collecte et du traitement des données par l'ensemble des acteurs sectoriels ; la production de documents de base pour alimenter la revue du Cadre stratégique pour la Relance économique et le Développement Durable (CREDD) ; une meilleure allocation des crédits budgétaires aux revues ; l'alignement des revues sur le processus budgétaire.

La revue sectorielle a pour objectifs de suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles de développement. Ces principales étapes ont été : (i) le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue ; (ii) la collecte, le traitement, la validation des données des Projets et Programmes (PP) et la production du rapport ; (iii) l'exploitation et la synthèse des rapports du Budget programme, des Projets et Programmes et les rapports annuels d'activité du secteur ; (iv) l'élaboration du rapport et enfin (v) l'organisation de l'atelier de la revue.

Par ailleurs, la revue harmonisée du secteur permet à la CPS de disposer d'informations actualisées en vue de la production du répertoire des projets et programmes du secteur. Le présent rapport est structuré, conformément au canevas de présentation contenu dans la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances relative à la revue harmonisée, en trois grandes parties :

1. Bilan des réalisations physiques et financières ;
2. Problèmes et Contraintes rencontrés ;
3. Perspectives sur les trois prochaines années.

## 2. BILAN

### 2.1. REALISATIONS

#### 2.1.1. SOUS SECTEUR MINES

Au cours de l'année 2023, le Mali a enregistré une production d'or de 72,593 tonnes contre 72,227 tonnes (dont 6 tonnes pour l'orpaillage) en 2022, soit une augmentation de 0,5 %. Cette production dépasse la prévision 2023 de 2,594 tonnes, soit 4,5 point de pourcentage.

#### Objectif 1 : Assurer la diversification et le développement des ressources minérales

Cet objectif est mis en œuvre par différents projets et programmes de recherche et est suivi à travers les indicateurs suivants :

#### Part des substances autres que l'or dans les titres de recherche attribués

Cet indicateur est important dans le cadre de la diversification de l'exploitation des ressources minières. Le département en fait une priorité afin d'améliorer les retombées de l'activité minière à travers la découverte et la mise en exploitation d'autres ressources, même si nous constatons une évolution timide de l'indicateur, mais avec le programme de la cartographie au 1/50 000<sup>ème</sup> et 1/200 000<sup>ème</sup> financé par le projet « Gouvernance du Secteur des Mines » et par l'Etat, l'espoir est permis.

**Tableau 1** : évolution de la part des titres de recherche autre que l'or

Libellés	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Autres substance</b>	13	15	6	14	15	0
<b>Or</b>	72	49	29	99	82	0
<b>Total</b>	85	64	35	113	97	0
<b>%</b>	15,29	23,44	17,14	12,39	15,46	0

Source : Rapport DNGM 2023

Suite au communiqué de presse du 28 novembre 2022, le ministre en charge des Mines a informé les acteurs et opérateurs du secteur minier que l'attribution des titres miniers est suspendue sur toute l'étendue du territoire national. A compter de cette date de communiqué, la Division n'a traité aucune nouvelle attribution.

Graphique 1 : Taux d'évolution des titres attribués pour d'autres substances

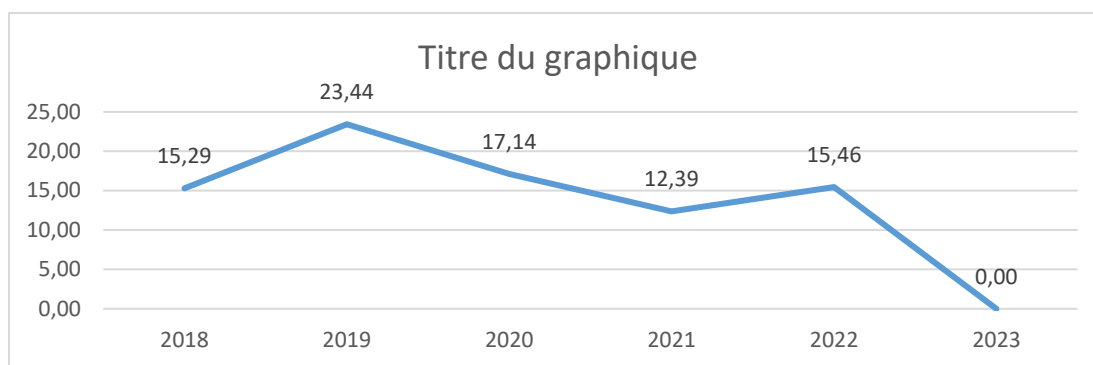


Tableau : Taux de croissance des quantités d'Or produites

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Production</b>	<b>66 891</b>	71 190	71 237	<b>69 461</b>	<b>72 228</b>	<b>72 593</b>
<b>Taux évolution</b>	20,26	6,43	0,07	-2,49	3,98	0,51

Source : CPS/SME

Graphique 2 : Taux de croissance des quantités d'Or produites

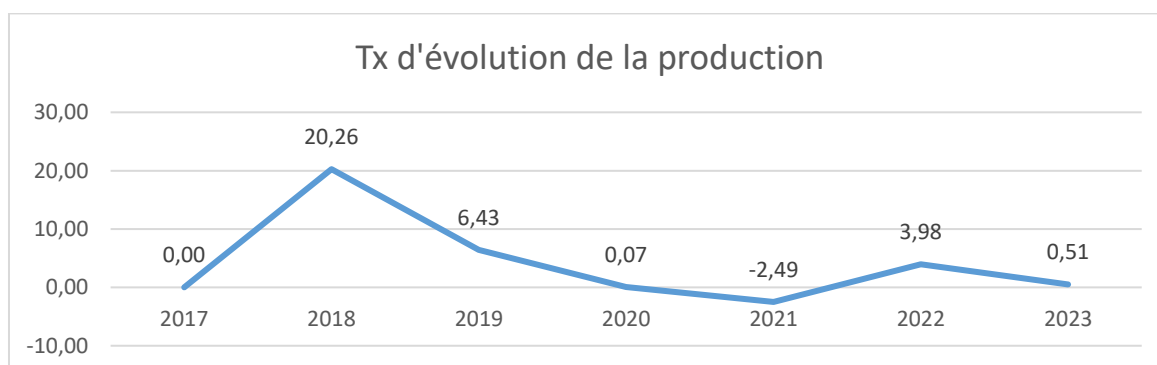
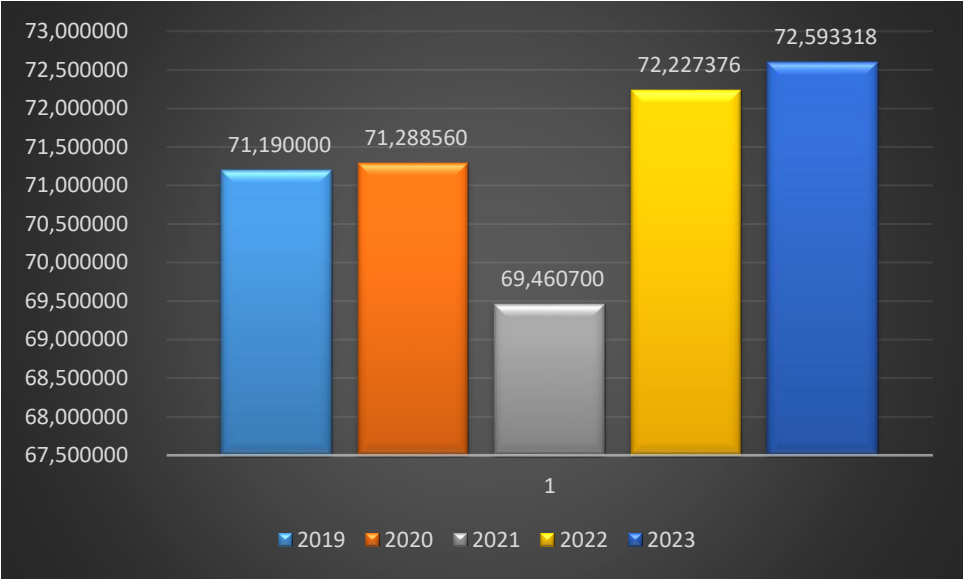


Tableau 3 : récapitulatif de la production d'or par société (en tonnes)

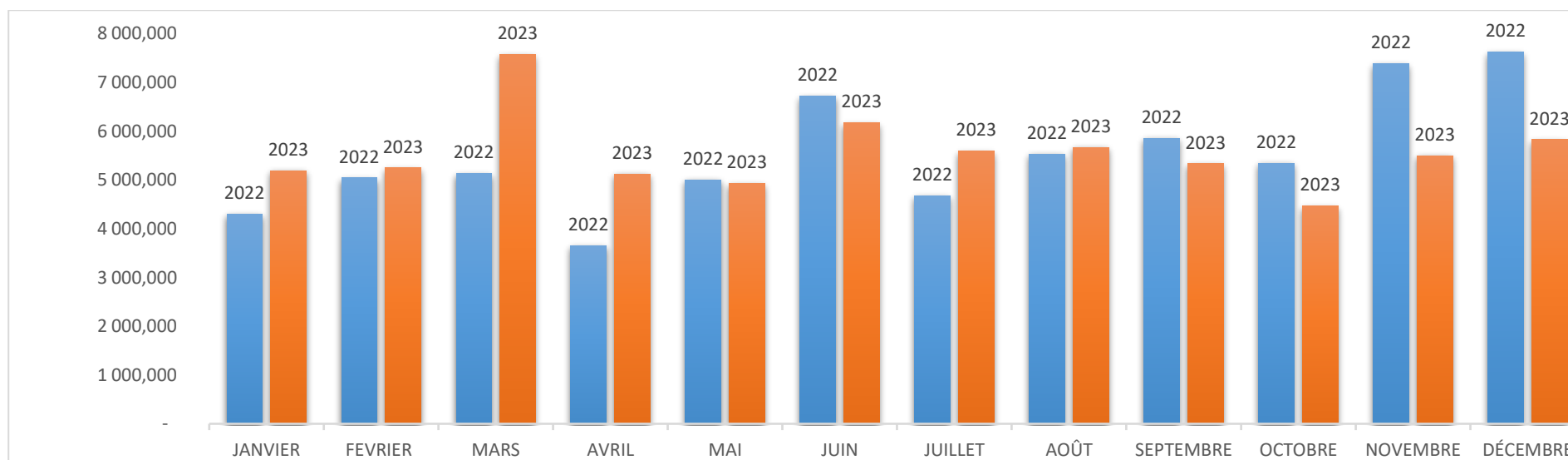
Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Artisanales (IM)</b>	6,000	6,000	6,000	6,000	6,000
<b>Somisy</b>	2,211	4,441	5,8590	6,687443	6,759148
<b>Semos</b>	4,644	2,812	3,4540	6,653210	6,282594
<b>Morila</b>	3,505	3,110	2,7570	2,656741	2,124434
<b>Yatéla</b>	0,132	0,109	0,0444	0,0401810	0,0200800
<b>Somika</b>	-	-	-	-	-
<b>Somilo/Goukoto</b>	23,939	22,693	23,4740	23,072774	23,588863
<b>Semico</b>	3,405	3,585	2,9800	1,667562	1,274854
<b>Faboula Gold<sup>2</sup></b>	0,258	-	0,0375	0,246615	0,380355
<b>Nampala</b>	1,783	1,690	1,5250	1,596924	1,704085
<b>Accord</b>	-	-	-	-	-
<b>Fekola</b>	14,914	20,244	19,6720	19,496343	20,642074
<b>Metedia</b>	0,012	0,058	-	0,004039	0,012140
<b>Komana</b>	3,773	3,474	3,0130	2,678099	2,855236
<b>Somifi</b>	6,614	3,073	0,6380	1,226872	0,590953
<b>Bagama Mines</b>	-	-	0,0068	0,200573	0,304672
<b>BEPG</b>	-	-	-	-	0,044677
<b>Golend</b>	-	-	-	-	0,000512
<b>Yyu</b>	-	-	-	-	0,002381
<b>Sorex</b>	-	-	-	-	0,000315
<b>Anhe Int</b>	-	-	-	-	0,003992
<b>Hong Fa</b>	-	-	-	-	0,001861
<b>Bafoulabe</b>	-	-	-	-	0,000092
<b>Total</b>	<b>71,190000</b>	<b>71,288560</b>	<b>69,460700</b>	<b>72,227376</b>	<b>72,593318</b>

Source : Rapport DNGM 2023

**Graphique 2 b** : Evolution de la production d'or en tonne



	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
<b>2022</b>	4 300,322	5 039,867	5 128,549	3 656,969	5 001,235	6 711,757	4 672,934	5 525,125	5 854,075	5 340,549	7 377,478	7 618,516
<b>2023</b>	5 187,913	5 245,378	7 569,727	5 122,244	4 925,268	6 166,933	5 588,948	5 668,992	5 329,565	4 464,241	5 499,212	5 824,897
<b>+/-</b>	887,591	205,511	2 441,178	1 465,275	- 75,967	- 544,824	916,014	143,867	- 524,510	- 876,308	- 1 878,266	- 1 793,619



### Analyse :

Nous constatons une évolution cyclique de la production mensuelle d'année en année. Mais globalement la production a connu une hausse de 365 kg par rapport à 2022.

Objectif 2 : Assurer la promotion du développement de la petite mine

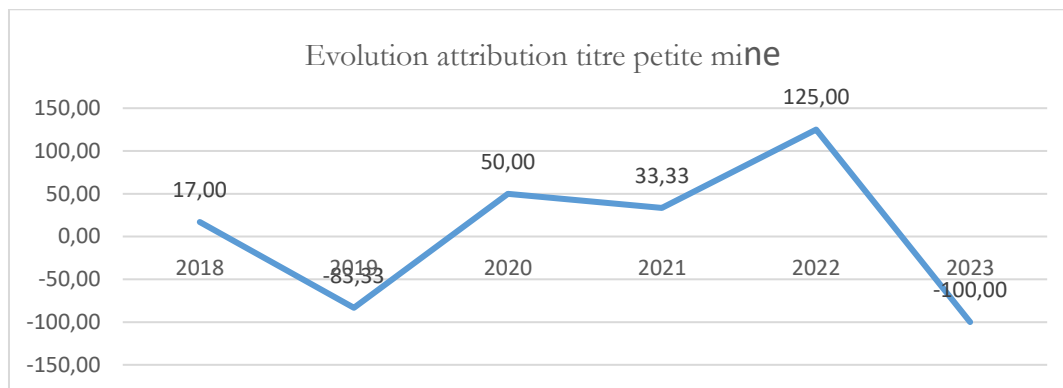
Taux d'évolution des titres d'exploitation délivrés pour la petite mine

Tableau 4 : titres attribués pour la petite mine

Libellés	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Titre attribué	12	2	3	4	9	0
%	17,00	-83,33	50,00	33,33	125,00	-100,00

Source : DNGM

Graphique 3 : taux d'évolution des titres pour la petite mine



## Objectif 3 : Promouvoir les matériaux de construction

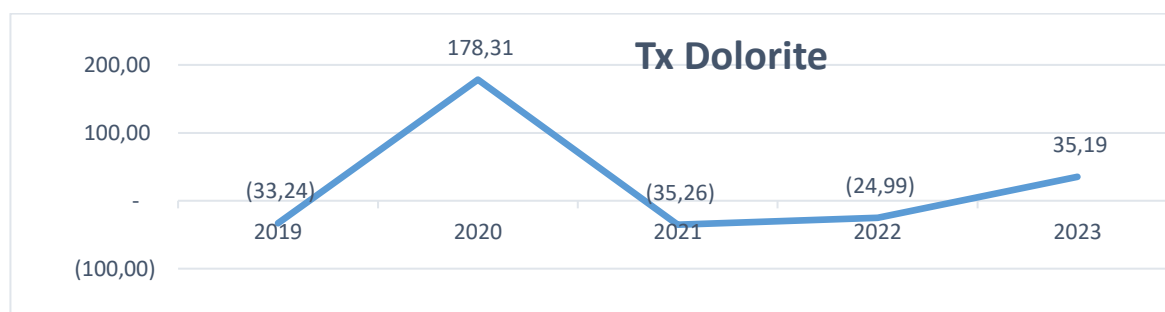
### 1. Taux de croissance des quantités de calcaire produites

**Graphique 4** : taux de croissance de la production d'autres matériaux de production et du Fer

Sociétés/Années	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Manganèse (en tonne)</b>	8 185,44	13 588	12 660	35 402	68 771
<b>Tx manganese</b>		66,00	- 6,83	179,64	94,26
<b>Dolorite (m3)</b>	209 055,50	581 820,00	376 678,00	282 557,00	381 989,89
<b>Tx Dolorite</b>	- 33,24	178,31	- 35,26	- 24,99	35,19
<b>Calcaire (m3)</b>	432 770,13	461 711,00	447 644,00	137 374,06	1 089 795,40
<b>Tx Calcaire</b>	33,90	6,69	- 3,05	- 69,31	693,31
<b>Marbre (m3)</b>	9 421,42	9 104,61	1 649,00	-	-
<b>Tx Marbre</b>	8,49	- 3,36	- 81,89	- 100,00	
<b>PIMCO-SA (FER)</b>		52 306,00	296 000,00	90 387,05	221 204,66
<b>Tx Fer</b>		-	465,90	- 69,46	144,73
<b>Zaragoza Sarl</b>					56 000,00
<b>Tx Fer</b>					

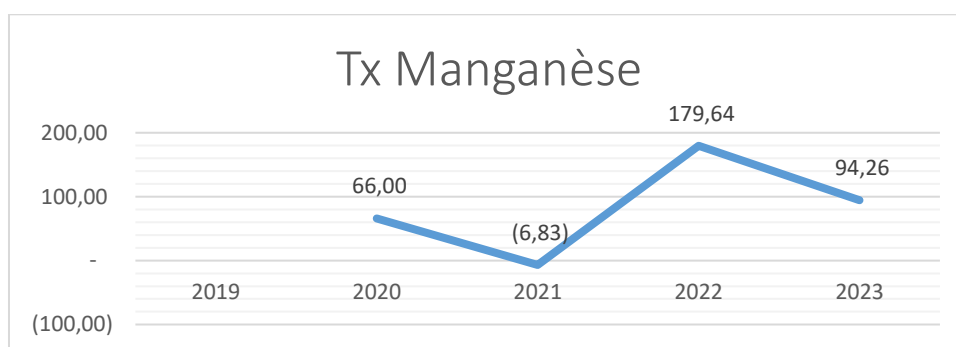
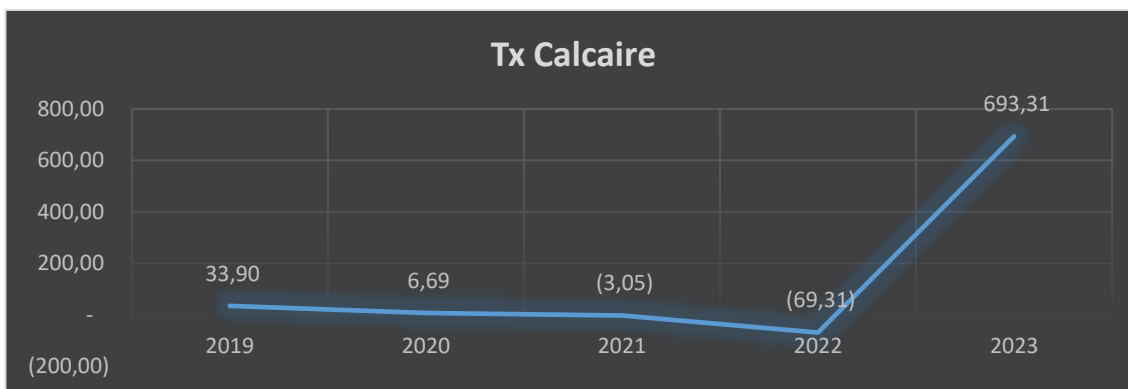
### Taux de croissance de la production de Dolérite

**Graphique 5** : taux de croissance de la production de la dolérite (revoir le tableau pour 2022 le taux est de -36,74)



### Taux de croissance de la production de Marbre (calcaire)

**Graphique 6** : taux de croissance de la production du marbre



La promotion des matériaux de construction entre dans la stratégie de diversification des ressources minières à travers les carrières industrielles et artisanales. C'est un secteur promoteur pour l'amélioration des conditions de vie des populations au regard du nombre de personnes impliquées dans l'exploitation des carrières.

Les ventes locales correspondent à la part de la production écoulee sur le marché local. Elles s'élèvent à un montant total de FCFA 108 198 755 455.

Quant à la recherche pétrolière, au cours de l'année 2023, les principales activités réalisées par l'ONRP ont porté sur (i) Études géologiques de terrain et échantillonnage pour des analyses géochimique et pétro physique dans la Région de Kita et acquisition magnétométrique pédestre ; (ii) Étude et Recherches (recherched'H2 naturel et acquisition de véhicules de terrains).

En dépit de la situation particulièrement difficile de l'Office, sur une prévision totale d'Un Milliard Neuf Cent Sept Millions Huit Cent Vingt-Cinq Mille (1 907 825 000) francs CFA, il a pu mobiliser Trois Cent Vingt Trois Millions Deux Cent Quatre-Vingt-Dix-Sept Mille Vingt (323 297 020) francs CFA, soit 16,94 %. Les ressources propres réalisées proviennent des paiements des deux conventions de concession en cours (SIPEX et HYDROMA), évaluées à Cent Soixante-Neuf Millions Trois Cent Soixante Quatorze Mille Deux-Vingt Un (169 374 221) francs CFA.

---

## 2.1.2. SOUS SECTEUR ENERGIE

---

La situation énergétique du Mali est caractérisée par un bilan énergétique dont la biomasse représente 75 % des énergies primaires, suivi de 20 % pour les importations d'hydrocarbures et 5 % pour l'électricité.

Le secteur de l'énergie du Mali doit relever plusieurs défis dont : i) les capacités limitées de production et des réseaux de transport, ii) le déséquilibre entre l'offre et la demande énergétique, iii) le faible niveau de valorisation des ressources énergétiques nationales dont l'hydroélectricité, le solaire et l'éolien ; iv) les coûts exorbitants d'extension du réseau au regard de la vaste étendue du territoire et de la faible densité de la population (d'où le recours à des solutions décentralisées), v) les difficultés de mobilisation des financements nécessaires pour la réalisation des investissements dans le secteur (y compris les activités de recherche-développement) afin d'assurer son meilleur développement.

L'objectif global de la politique énergétique nationale est de contribuer au développement durable du pays, à travers la fourniture des services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population au moindre coût et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.

Au total, la mise en service de nouveaux ouvrages doit faire diminuer la part de la production thermique au fuel lourd et gasoil à moins de 10% du mix en 2023 contre une proportion de l'ordre de 42% en 2022.

Plusieurs autres stratégies sont en cours d'élaboration afin d'améliorer l'offre de service et de la produire aussi à moindre coût, de réduire la part du thermique dans le bilan mais surtout de réduire la dépendance du pays par rapport à l'importation des produits pétroliers dont la facture en 2022 s'élevait à 1.283 milliards de francs CFA contre 1.052 milliards de francs CFA en 2021.

OBJECTIF n°1 : satisfaire les besoins énergétiques du pays en  
qualité, en quantité et à moindre coût

---

Cet objectif spécifique au secteur de l'énergie est mis en œuvre à travers les actions conduites par la Direction Nationale de l'Energie, la société Energie du Mali, l'ANADEB, l'AMADER, et l'AER.

Cet objectif est suivi par l'indicateur : Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural.

Le taux d'accès à l'électricité est de 63,6 %, et **dépasse** la cible qui était de 62%. Ce taux se justifie par une augmentation du nombre d'abonné BT de EDM-sa passant de 825 947 abonnés en 2022 à 926 306 en 2023 soit une augmentation de **9,73%**.

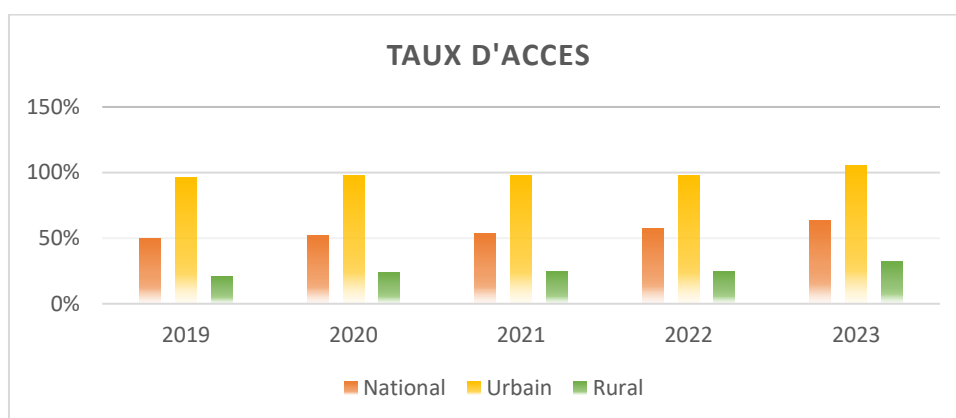
L'analyse de ces indicateurs clés du secteur montre qu'ils ont connu une amélioration par rapport à 2022 (cf. figure ci-dessous).

Tableau 5 : taux d'accès à l'énergie <sup>1</sup>

Taux d'Accès	2019	2020	2021	2022	2023
National	50%	52%	53,60%	57,40%	63,60%
Urbain	96%	98%	98%	98%	105,70%
Rural	21,10%	24,08%	24,70%	27,30%	31,90%

Source : DNE

Graphique 7 : Taux d'accès à l'énergie



#### Analyse :

Les projections d'amélioration de l'accès à l'Énergie étaient estimées à 60% en 2023 et 87% en 2030.

Au regard des projets en cours et ceux arrivés à maturité, nous pourrions relever ce challenge. A ceux-ci s'ajoute la mise en œuvre d'un programme ambitieux de réalisation d'infrastructures à travers des projets et programmes d'envergure (cf le tableau ci-dessous).

### OBJECTIF N°2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution

S'agissant des énergies renouvelables, les objectifs assignés par la Politique Énergétique Nationale sont au nombre de quatre (4) :

- Promouvoir une large utilisation des technologies et équipements d'Énergie Renouvelable (EnR) pour accroître la part des EnR dans la production nationale d'électricité ;

<sup>1</sup> Le récent Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 5 de 2022) a fourni des données démographiques actualisées et plus précises, ce qui nécessite une révision des inputs utilisés pour calculer le taux d'accès à l'électricité. Historiquement, ce taux a été calculé en fonction des données disponibles à l'époque (RGPH4 de 2009). Sur la base de cette historicité, la population malienne a été estimée à 23 174 237 en 2022, ce qui présente un large écart avec le chiffre exact obtenu au nouveau recensement, soit 22 395 489.

- Développer la filière du biocarburant notamment le pourghère, pour divers usages (production d'électricité, transport, motorisation agricole etc.) ;
- Créer les meilleures conditions de pérennisation des services d'Energies Renouvelables ;
- Rechercher des mécanismes de financement durables et adaptés aux Energies Renouvelables.

Il s'agit essentiellement des projets de centrales solaires photovoltaïques, de mini-micro centrales hydroélectriques et de bio-carburant

Cet objectif spécifique au secteur de l'énergie est mis en œuvre à travers les actions conduites par la Direction Nationale de l'Energie, la société Energie du Mali et l'AER.

Cet objectif est évalué à travers trois indicateurs que sont :

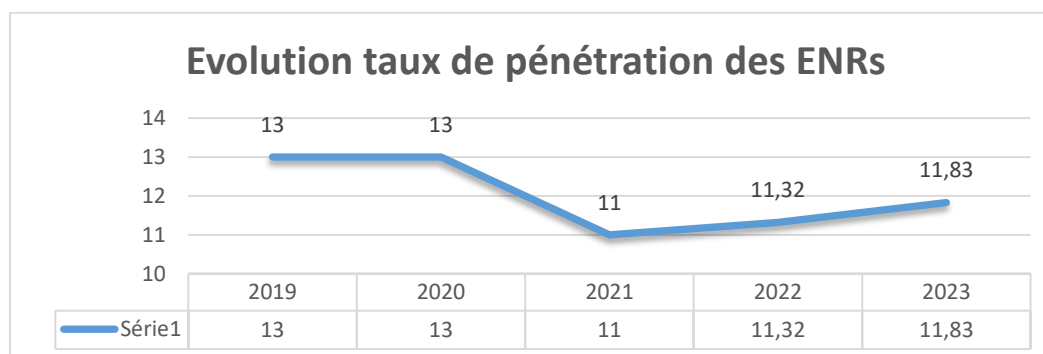
### 1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (Puissance électrique installée)

Tableau 6 : taux de pénétration des ENRs

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Taux en %	13	13	11	11,32	11,83

Source : DNE

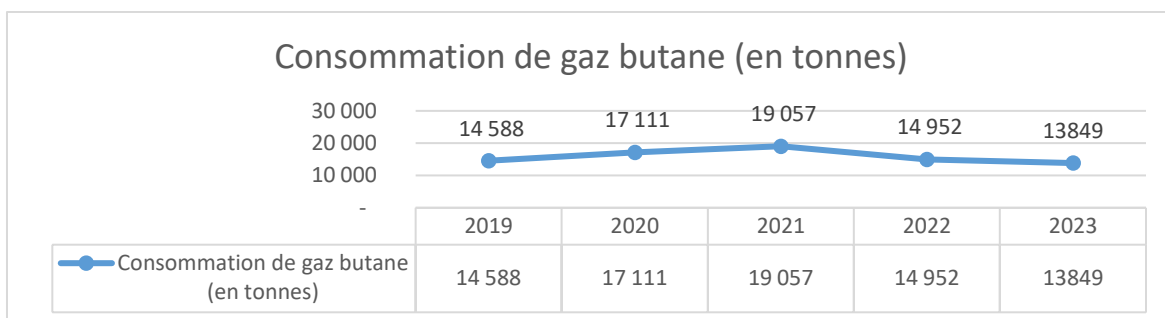
Graphique 8 : taux de pénétration des ENRs



Le faible niveau du taux de pénétration des énergies renouvelables de 11,83 % s'explique par la non réalisation des projets solaire (IPP) prévus, dont les conventions sont signées (absence d'investissement des bailleurs (l'insécurité), lourdeur dans les mises en vigueur comme DUP.

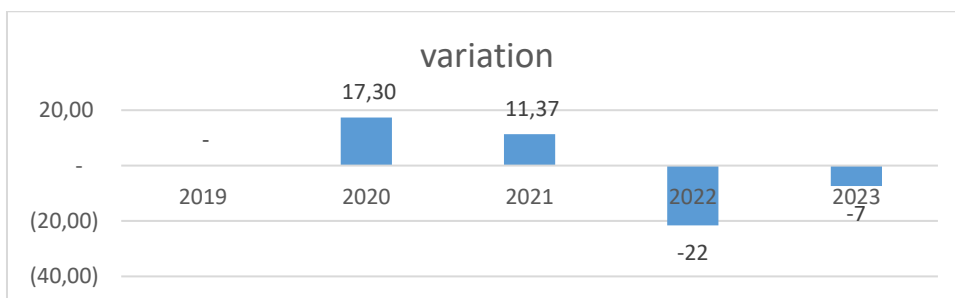
Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Quantité de gaz butane importé (tonne)	14 588	17 111	19 057	14 952	13 849
Consommation de gaz butane (en tonnes)	14 588	17 111	19 057	14 952	13 849
variation	-	17,30	11,37	- 22	- 7

**Graphique 9 a : Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane**



Source : AMADER

**Graphique 9b : évolution consommation de gaz butane en tonne**



Sur les trois (03) dernières années nous constatons une diminution progressive de la consommation de gaz butane imputable à la suppression de la subvention.

Le gaz consommé pendant cette période a permis de préserver environ 62 230 ha de forêt (1 tonne de gaz consommé contribue à la préservation d'environ 4,5 ha de forêt)

## 2. Taux d'évolution des productions de biocarburant.

**Tableau 7 : évolution des productions de biocarburant**

Libellés	Unité	2019	2020	2021	2022	2023
Superficie emblavée en plantes énergétiques	Ha	291	269,60	1 027	359	1 185
Quantité de graines oléagineuses produites à but énergétique	Tonne	268	228,25	344	78	135

Quantité d'huile produite	Litre	13 125	7 856	22 031	24 366	21 467
Générateur à huile de pourghère acquis	Nombre	69	0	05	0	
Quantité de Bioéthanol produite	Litre	8 975 770	6 151 023	7 341 518	8 040 620	9 321 398
Bio digesteur réalisé	Nombre	4	0	46	5	839
Quantité de briquelette combustible produite	Tonne	-	-	100	67	50

**Source : Rapport d'Activités ANADEB**

La diffusion des technologies a permis de répondre aux besoins énergétiques des ménages ruraux, de créer des sources de revenus pour la population dans le sous-secteur, et de créer des emplois au profit des jeunes et des femmes dans la chaîne de valeur bioénergie (production, transformation, distribution, commercialisation et valorisation des coproduits).

Pour l'atteinte de cet objectif, le secteur de l'énergie dispose d'un certain nombre de projets dont la mise en œuvre à long terme assurera l'amélioration de l'offre de production et participera plus à la diminution de la facture électrique, à la préservation de l'environnement et surtout constituera un facteur important de développement de l'économie locale.

### OBJECTIF N° 3: Assurer la protection des personnes, des biens, et de l'environnement contre des risques inhérents aux services énergétiques

---

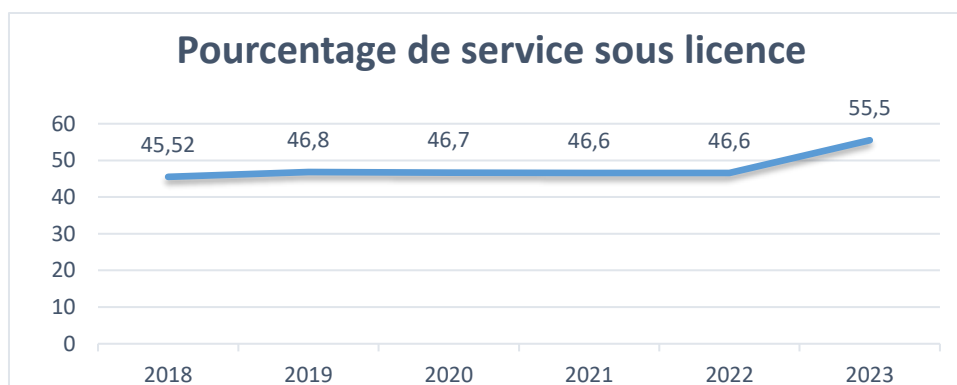
Cet objectif est particulièrement concerné par les applications pacifiques des rayonnements ionisants.

Les aspects de sécurité et sûreté sont gérés par l'Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP).

La promotion des différents usages pacifiques du nucléaire est gérée par la DNE qui coordonne la mise en œuvre de programmes de Coopération Technique avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et de l'Accord Régional Africain de Coopération sur la Recherche le Développement et la Formation dans le domaine de la science et à la technologie nucléaires (AFRA)

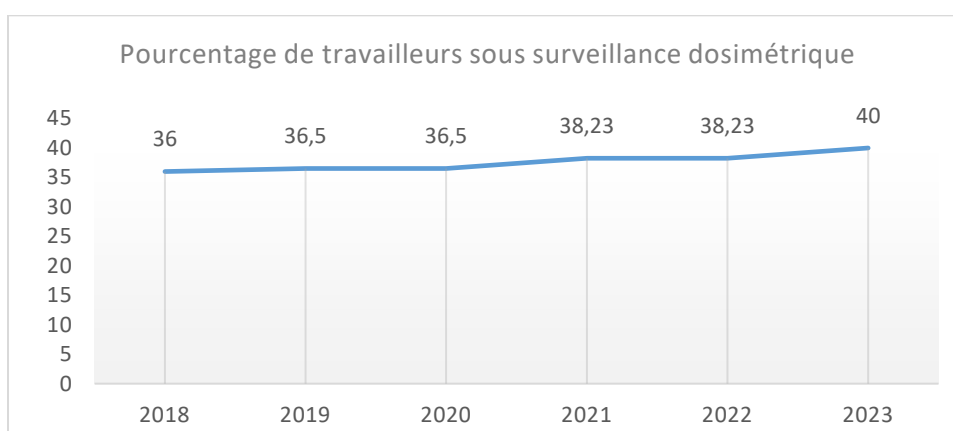
Dans ce cadre plusieurs projets nationaux et régionaux sont exécutés par différentes structures nationales (l'Agence Malienne de Radioprotection, le Centre de médecine nucléaire du CHU du Point G, le Centre de radiothérapie de l'Hôpital du Mali, le Malaria Research and Training Center, le Laboratoire Centrale Vétérinaire, l'Institut d'Economie Rurale, etc.).

**Graphique 10** : pourcentage de service sous licence dosimétrique ;



**Nombre de travailleurs sous surveillance dosimétrique**

**Graphique 11** : pourcentage de travailleurs sous surveillance dosimétrique



La protection des personnes des biens et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques s'est améliorée grâce notamment à la formation des agents, aux contrôles de conformité, à la sensibilisation des populations et à la dotation en équipements adéquats.

## 2.2. INDICATEURS SECTORIELS/RESULTATS

### 2.2.1. SOUS SECTEUR MINES

**Tableau 8** : Evolution des indicateurs du secteur minier

Variables		2021	2022	2023
Nombre de sociétés d'exploitation d'or		14	15	21 <sup>2</sup>
Nombre de société d'exploitation d'autres substances autre que l'or	Fer	0	02	02
	Dolérite	10	10	10
	Calcaire	3	3	3
	Granite	2	2	2
	Marbre/ dolomie	1	1	1
	Phosphate	0	0	0
Nombre de sociétés de production de ciment		04	04	04
Exportations d'or en tonnes		69,459	72,228	72,593
Exportation d'or en milliards F.CFA		2 097	2 417	2595
Production de calcaire en m <sup>3</sup>		199 034	137 374	1 089 795
Production de dolérite en m <sup>3</sup>		335 217	282 557	381 989
Production de marbre en m <sup>3</sup>		40	0	0
Production de manganèse en tonne		12 660	31 278,36	68 771
Part du sous-secteur minier dans le PIB		9.2	9,2	8.9
Apport agrégé du secteur minier au trésor public en millions de F CFA		564 236	763 685	563 885

Source : Document de la revue du secteur Mines et Energie 2023

Analyse :

- ☛ L'apport agrégé du sous-secteur minier au Budget National est passé de 763 milliards 686 millions de F.CFA en 2022, à 563 milliards 885 millions soit une diminution de 199 milliards 800 millions de F.CFA (26,2 %) imputable principalement à la chute des recettes fiscales et para fiscales (532 milliards 792 millions en 2022 contre 384 milliards 941 millions en 2023) ;
- ☛ En plus de l'apport des services des Impôts, Douanes et Domaine aux recettes d'Etat, la régie de la Direction Nationale a réalisé au cours de la période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2023, une recette d'Un Milliard Cent Trente Neuf millions Six Cent Douze Mille francs (1 131 612 069) CFA. Ces

<sup>2</sup> Dont huit (08) petites mines

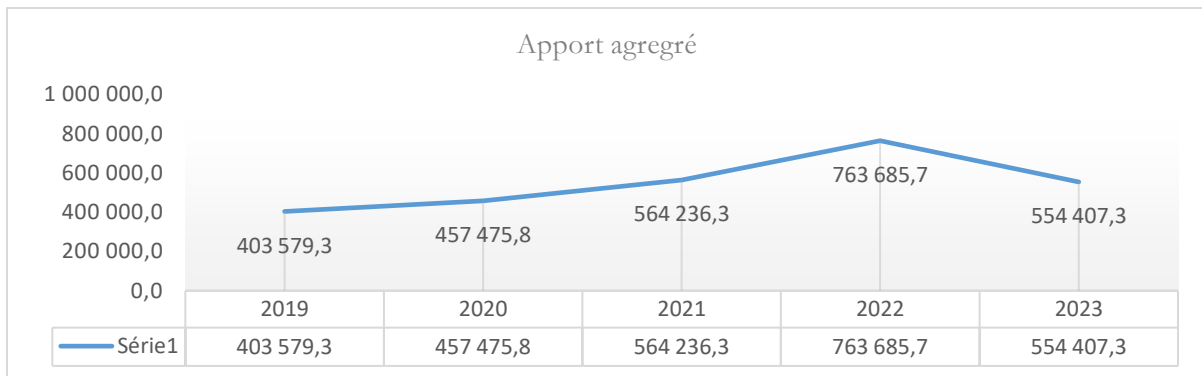
recettes sont constituées de taxes sur les permis de recherche (délivrance et renouvellement), de taxes d'extraction de matériaux de construction et de plus-value sur les opérations de cession de titre.

**Tableau 09** : Apport agrégé du secteur aux recettes du trésor public  
(en millions de F.CFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Total DGI	271 521,3	320 767,1	378 056,6	532 792,9	384 941,0
Total DGD	68 923,8	61 493,8	89 115,0	114 120,0	55 141,0
Total DND	63 134,2	75 214,9	97 064,7	116 772,8	114 325,3
Apports agrégés (IM)	403 579,3	457 475,8	564 236,3	763 685,7	554 407,3
		13,4	23,3	35,3	-27,4

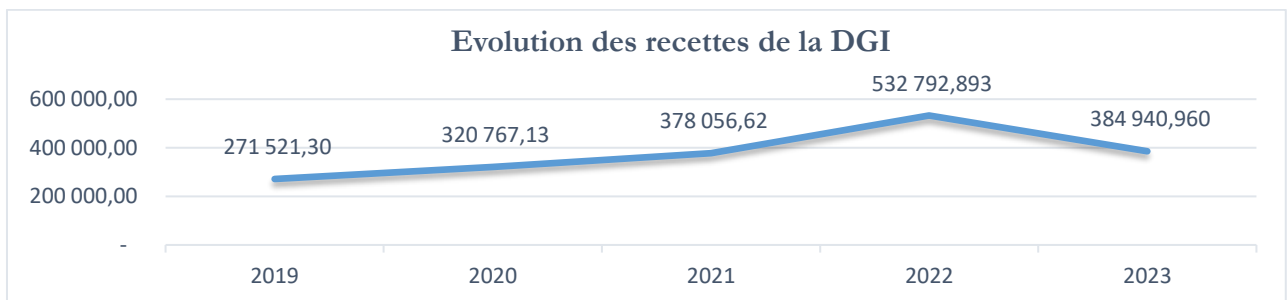
Source : document de la revue 2022

Graphique 12 : Apport agrégé du secteur aux recettes du trésor public



## RECETTES DES IMPOTS

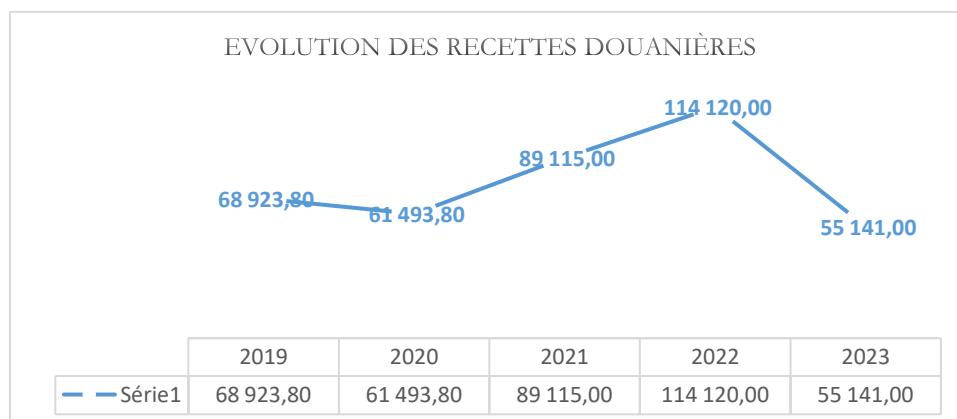
Les recettes des impôts ont connu une diminution en 2023 (384 milliards 940 millions 960 mille) par rapport à 2022 où elles étaient évaluées à 532 milliards 792 millions 893 mille francs CFA. Cette baisse représente 27%.



## RECETTES DES DOUANES

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Somisy	9 620,20	8 519,40	7 268,80	11 867,00	
Semos	3 140,20	3 333,40	2 913,10	4 951,70	
Morila	3 120,70	2 107,20	4 413,50	4 463,00	
Yatéla	75,50	-	-	-	
Somika	1,30	9,20	8,20	5,10	
Somilo	14 302,10	13 171,80	12 687,30	25 506,30	
Faboula Gold	36,10	15,20	26,40	133,00	
Semico	3 200,10	1 914,20	4 043,30	2 440,00	
Goukoto	4 702,30	2 613,50	2 727,00	5 781,30	
Tabakoto	-	0,90	-	-	
Nampala	1 369,00	1 164,80	1 555,70	1 716,20	
Komana	2 207,40	491,00	1 624,40	2 490,00	
Fekola	989,20	2 447,60	13 565,70	25 195,30	
<b>Finkolo</b>		<b>28,80</b>	<b>29,40</b>	11,30	
Autres	26 159,70	25 705,60	38 281,60	29 571,10	
<b>Total DGD</b>	<b>68 923,80</b>	<b>61 493,80</b>	<b>89 115,00</b>	<b>114 120,00</b>	55 141,00

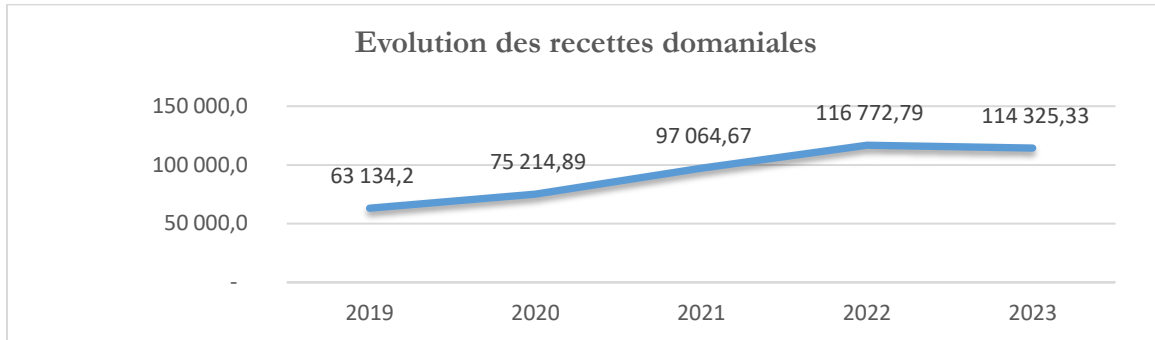
Source : DGD



Les recettes douanières sont évaluées à 55 milliards 141 millions de francs CFA en 2023 contre 114 milliards 120 millions en 2022. Cette baisse représente 57,1% par rapport à 2022.

## RECETTES DE LA DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

**Graphique 12 c : évolution des recettes de la DND**



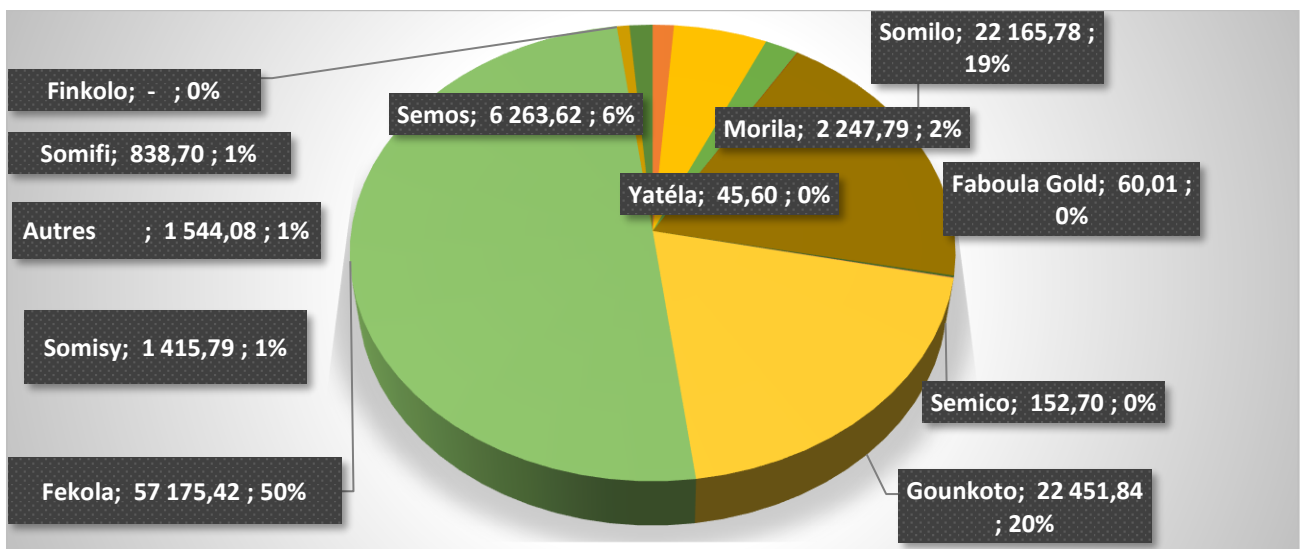
Source : Direction Nationale des Domaines

Les recettes de la Direction Nationale des Domaines, constituées de taxe ad valorem, de dividendes et de taxes superficielles ont connu un fléchissement en 2023 après une progression positive et continue depuis 2017.

Les recettes générées en 2023 sont évaluées à 114 milliards 325 millions contre une réalisation de 116 milliards 772 millions en 2022.

La part des dividendes 58 milliards 313 millions représentent 51,004 % de l'ensemble des recettes contre 46,7 % en 2022.

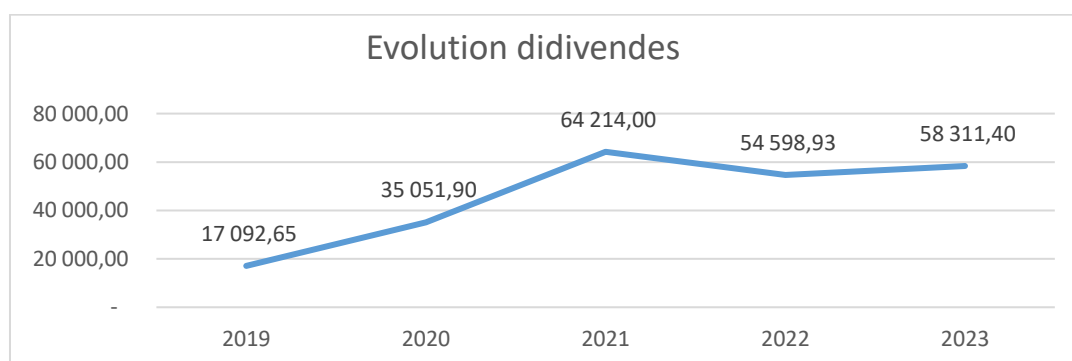
Les principaux contributeurs demeurent Somilo/Goukoto (44,5 milliards) Fekola (57 milliards) et Semos (6 milliards).



**Tableau 13 : SITUATION DE PAIEMENT DES DIVIDENDES DÛS**

(en millions de F.CFA de 2019 à 2023)

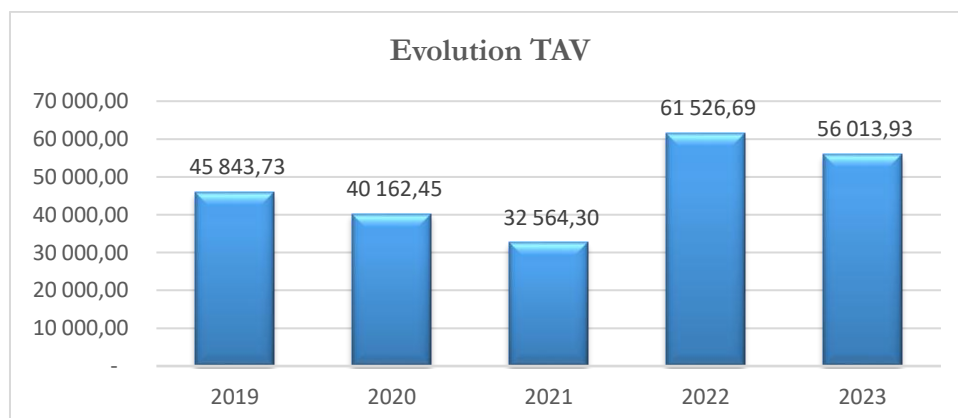
Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Somisy	-	-	-		
Semos	474,48	1 752,80	-		
Morila	-	-	-		
Yatéla	-	-	-		
Somika	-	-	-		
Somilo	-	8 935,10	11 211,80	19 351,35	13 030,70
Semico	-	200,00	-		
Faboula Gold	-	-	-		
Goukoto	6 271,97	11 047,40	13 817,40		13 145,10
Komana	-	-	-		
Nampala	-	-	-		
Fekola	10 346,20	13 116,60	39 184,80	34 772,58	32 135,60
Finkolo	-	-	-		
Metedia	-	-	-		
Somifi	-	-	-		
Autres		-	-	475,00	
<b>Total</b>	<b>17 092,65</b>	<b>35 051,90</b>	<b>64 214,00</b>	<b>54 598,93</b>	<b>58 311,40</b>

**Graphique 13 : Situation de paiement des dividendes à l'Etat**

Après un léger fléchissement de près de 10 milliards de F.CFA, l'apport des dividendes a connu une augmentation de près de 4 milliards de F.CFA, passant de 57 milliards en 2022 à 58 milliards en 2023. Au cours de l'année 2023. Il ressort depuis trois (03) ans (2021 à 2023) que parmi les 3 sociétés qui ont payé des dividendes, la société de Fekola représente la plus grosse part avec plus de 32 milliards de F.cfa de contribution.

Tableau 14 : SITUATION DE PAIEMENT DE LA TAXE AD VALOREUM

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
Somisy	2 782,72	1 747,00	3 091,20	2 509,51	1 415,79
Semos	3 763,11	2 159,50	2 250,20	5 811,12	6 263,62
Morila	1 675,02	461,90	1 266,60	2 465,11	2 247,79
Yatéla	93,55	87,10	51,70	57,96	45,60
Somika	-	-	-	-	-
Somilo/Gouunkoto	11 439,06	6 074,15	7 248,50	32 934,62	9 135,08
Semico	1 876,55	716,90	2 283,20	893,33	152,70
Faboula Gold	327,84	-	-	199,03	60,01
Gouunkoto	7 790,23	2 325,00	6 484,00	-	9 270,74
Komana	-	-	-	-	-
Nampala	-	-	-	-	-
Fekola	11 990,23	24 462,40	9 356,10	15 887,83	25 039,82
Finkolo	1 970,85	-	-	-	-
Metedia	-	-	-	-	-
Somifi	2 134,57	2 128,50	532,80	766,78	838,70
Autres	-	-	-	1,40	1 544,08
<b>Total</b>	<b>45 843,73</b>	<b>40 162,45</b>	<b>32 564,30</b>	<b>61 526,69</b>	<b>56 013,93</b>
<b>Ecart</b>		<b>- 5 681,28</b>	<b>- 7 598,15</b>	<b>28 962,39</b>	<b>- 5 512,76</b>



Après une forte augmentation de la taxe ad valorem en 2022, nous constatons un ralentissement de la TAV qui s'est établi à 56 milliards 13 millions soit une baisse de 5 milliards par rapport à 2022.

## CONTRIBUTION DES MINES A L'ECONOMIE ET AU BUDGET D'ETAT

Le sous-secteur de l'or a contribué à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) à hauteur de 8,9% pour 2023 contre 9,2% en 2022.

**Tableau 15 :** part du secteur minier dans le PIB (en milliards de F.CFA)

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Total des VA</b>	976,6	979,1	980,1	1 075,4	1 111,5
<b>PIB courant</b>	10 124,7	10 052,8	10 707,7	11 743,6	12 532,8
<b>PS (%)</b>	9,6%	9,7%	9,2%	9,2%	8,9%

Source : INSTAT

**Graphique 14 :** évolution de la part du secteur minier dans le PIB



Au-delà de l'or le secteur minier contribue à l'économie à travers les matériaux de construction produits et vendus sur place. En 2023, les matériaux vendus ont porté sur plus de 100 milliards de francs CFA.

Les ventes locales correspondent à la part de la production écoulee sur le marché local. Elles s'élèvent à un montant total de FCFA 108 198 755 455 net qui se répartissent comme suit :

**Tableau 1 :** Ventes locales par produits et par sociétés

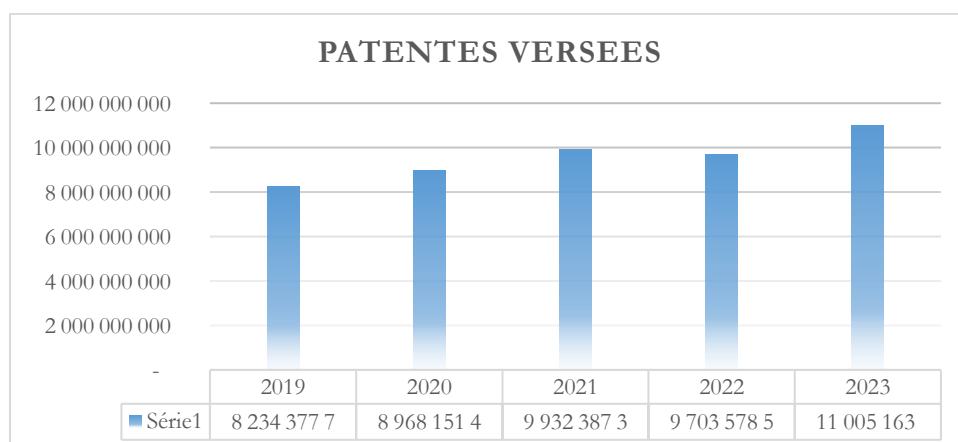
NIF	Sociétés	Substances	Unités	Quantité	Montants en FCFA
<b>081104190G</b>	DCM	Ciment	Tonne	979 135	81 959 268 746
<b>081102335F</b>	CMM	Ciment	Tonne	229 688	22 282 415 107
<b>087800500F</b>	SOCARCO MALI	Gravillon	Tonne	493 889	3 659 766 502
<b>086123179L</b>	CCM	Dolomie	Tonne	5 055	196 725 000
<b>086123179L</b>	CCM	Chaux	Tonne	2 480	100 580 100
<b>Total</b>				1 710 247	108 198 755 455

Source : Rapport DNGM 2023

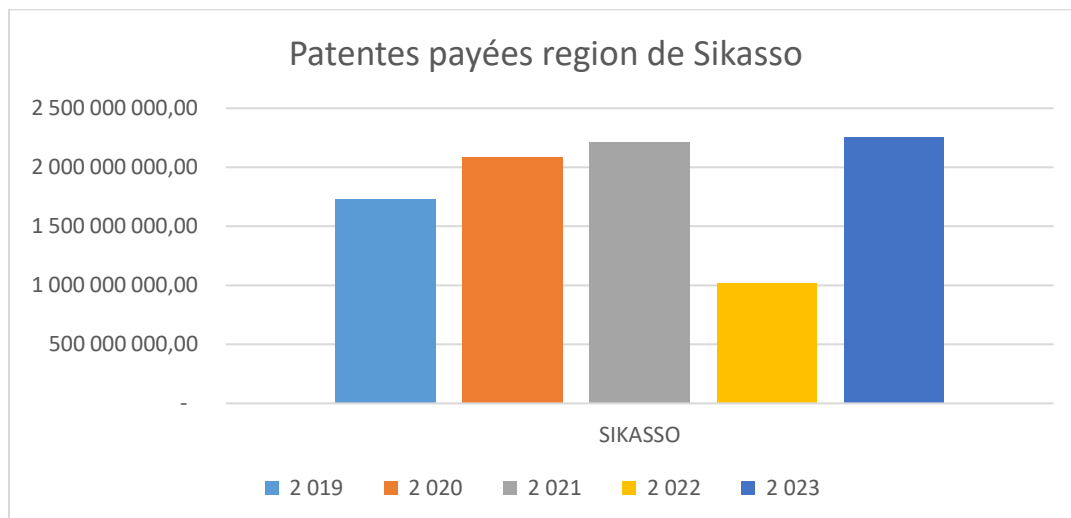
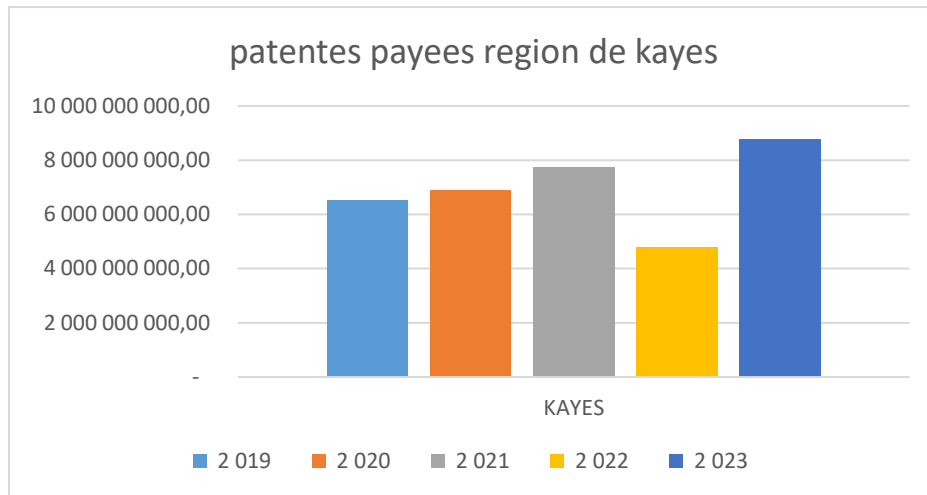
Au-delà des impôts, des droits et taxes, les mines participent significativement au développement communautaire à travers les patentes versées aux collectivités décentralisées.

#### SITUATION DES PATENTES VERSEES AUX COLLECTIVITES

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Somisy</b>	787 798 235	959 000 000	972 000 000	972 000 000	879 493 944
<b>Semos</b>	622 000 000	622 000 000	622 884 909	641 000 000	684 371 037
<b>Morila</b>	550 841 924	553 635 000	554 641 885	472 398 547	593 313 544
<b>Yatéla</b>	1 437 500	1 437 500	1 437 500	1 437 500	1 437 500
<b>Somika</b>	59 597 358	59 420 916	57 083 325	60 039 139	52 677 686
<b>Somilo</b>	2 921 208 046	3 166 000 000	3 509 232 173	3 509 232 173	3 781 037 744
<b>Gounkoto</b>	739 494 056	684 000 000	753 544 890	629 000 000	623 835 140
<b>Semico</b>	360 093 714	353 220 000	357 029 545	314 231 450	323 226 051
<b>Faboula Gold</b>		51 963 000	50 000 000	50 000 000	43 478 260
<b>Nampala</b>	186 212 533	236 000 000	293 681 176	307 108 464	381 378 240
<b>Accord</b>					
<b>Fekola</b>	1 859 419 308	2 052 000 000	2 476 152 779	2 440 567 105	3 331 363 945
<b>Metedia</b>					
<b>Komana</b>	144 879 758	207 000 000	257 288 611	283 901 411	285 046 162
<b>Somifi (Finkolo)</b>	1 395 307	22 475 000	26 191 574	21 443 773	23 284 911
<b>Bagama Mines</b>			- 1 219 000	1 219 000	1 219 000
<b>Total (IM)</b>	8 234 377 739	8 968 151 416	9 932 387 367	9 703 578 562	11 005 163 164



DESIGNATION	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
PATENTE	8 234 377 739,00	8 968 151 416,00	9 932 387 367,00	5 802 451 173,00	11 005 163 164,00
KAYES	6 503 652 624,00	6 878 657 500,00	7 720 281 796,00	4 779 232 173,00	8 745 271 417,00
SIKASSO	1 730 725 115,00	089 493 916,00	2 210 886 571,00	1 022 000 000,00	2 258 672 747,00
KOULIKORO	-	-	1 219 000,00	1 219 000,00	1 219 000,00



## 2.2.2. SOUS SECTEUR ENERGIE

Tableau 16 : Evolution des indicateurs du secteur énergie

La situation des Principaux indicateurs énergétiques dans la base de données SIE-Mali au 31 décembre 2023 sont indiqués dans le tableau N°4 ci-dessous.

Tableau n° 1 : Principaux indicateurs énergétiques 2023 du SIE-Mali

Indicateurs	Année 2021	Année 2022	Année 2023
Taux national d'accès à l'électricité	53,6%	57,4%	63,6%
Taux rural d'accès à l'électricité	24,7	27,3%	31,9%
Taux urbain d'accès à l'électricité	98%	98%	105,7%
Taux de pénétration des Energies Renouvelables (hors hydroélectricité) dans le mix énergétique	11%	11,32%	11,3%
Consommation de Gaz butane (en tonnes)	19 057	15 000	13 849
Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	16,20%	-21,29%	-7,7%
Consommation totale d'énergie (ktep)	6 551	-	-
Part des Produits pétroliers dans la consommation totale d'énergie	20%	20%	23%
Part de la Biomasse dans la consommation totale d'énergie	75%	75%	68%
Part de l'Electricité dans la consommation totale d'énergie	5%	5%	9%

\*Le taux d'accès calculé pour l'année 2023 (55,8%) marque le point de départ d'une nouvelle série de données. En effet les prévisions et réalisations des années passées étaient basées sur des données de population approximative à partir du RGPH4 de 2009. Avec les résultats du RGPH5 de 2023, il s'est avéré indispensable de prendre en compte les données de population actualisées, notamment le taux de croissance de la population (3.6% au RGPH4 et 3.3% au RGPH5) et la taille des ménages (9.3 pris au RGPH5 contre une taille de concession de 11,52 estimée dans les travaux antérieurs.

\*\*Ce taux tient compte de l'apport de l'éclairage public dans les localités rurales.

Source : Rapport d'activités DNE 2022

NB : \*A partir de 2009 un point lumineux profite à 133 personnes au lieu de 125 précédemment. Cette norme nouvelle a été établie suite à « l'enquête d'impacts du projet énergie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural sur les conditions de vie des populations bénéficiaire » Composante fourniture des services énergétiques » commanditée par l'AMADER dont le rapport final date de février 2010.

### **Commentaire :**

Pour la satisfaction des besoins énergétiques, le taux d'accès à l'électricité est passé de 57,4% en 2022 à 63,4% en 2023. Cette tendance est continue depuis 2017 grâce notamment aux différents projets et programmes qui sont en cours d'exécution au niveau du département.

## 2.3. ETAT DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

### 2.3.1. SOUS SECTEUR MINES

**Tableau 17 :** Etat d'exécution financière en 2021, 2022 et 2023 (millions de F.CFA)

Variables	2021	2022	2023
<i>Mines</i>			
Programmation annuelle des investissements du BSI	7 047	4 820	7 328
Investissements annuels réalisés du BSI	2 050	1 889	3004
Taux d'exécution (%)	29,09	39,2	41

**Source :** Document de la revue des projets et programmes 2023

Le taux d'exécution financière s'est établie à 41% ce qui est un taux très faible en matière d'investissement.

**Tableau 18** : Situation d'exécution financière des projets du secteur mines et géologie (en millions de f.cfa) 2023

N°	RN P	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2023			Taux de décaissement au 31/12/2023			
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
1	2377	Appui CPS Secteur Mines Energie	1996-2024	1 613	1 613	0	1 613	1 165	0	1 165	72,20%		72,20%	
2	3349	Programme de Développement des Ressources Pétrolière du Mali	2022-2025	568	568	0	568	0	0	0	0,00%		0,00%	
3	2840	Cartographie du Birrimien à 1/50 000	2015-2025	6 116	6 116	0	6 116	1 984	0	1 984	32,43%		32,43%	
4	3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	2019-2024	22 000	0	22 000	22 000	0	7 388	7 388		33,58%	33,58%	
5	3301	Ecole Africaine des Mines	2020-2025	1 288,96	1 288,96	0	1 288,96	82,66	0	82,66	6,41%		6,41%	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>31 586,32</b>	<b>9 586,32</b>	<b>22 000</b>	<b>31 586,32</b>	<b>3 231,08</b>	<b>7 388</b>	<b>10 619,36</b>	<b>33,71%</b>	<b>33,58%</b>	<b>33,62%</b>

---

### 2.3.2. SOUS SECTEUR ENERGIE

---

**Tableau 19** : Etat d'exécution du BSI en 2020, 2021 et 2022 (millions de F.CFA)

<b>Variables</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<i>Infrastructures énergétiques</i>			
Programmation annuelle des investissements du BSI	78 665	30 178	90 353
Investissements annuels réalisés du BSI	28 485	16 731	24 950
Taux d'exécution (%)	36,21	55,44	28,62

**Source** : Document de la Revue des Projets et Programmes 2023

**Tableau 20** : Situation financière des projets du secteur Energie (en millions de f.cfa)

Code RNP	INTITULE DES PROJETS	Montant Financement Extérieur	NATURE DU FINANCEMENT			
			Prêt	Subvention	Dons	Total
Direction Nationale de l'Energie (DNE)						
<b>2 668</b>	Projet de construction du Centre National de Conduite (CNC) et du doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de sotuba	20 000	20 000	-	-	20 000
<b>2 977</b>	Rehabilitation Centrale Electrique de Sotuba et Sélingué	25 000	25 000			25 000
<b>2 999</b>	Projet de Construction Liaison Double Terne Sikasso Bougouni BKO	84 450	56 300	-	-	56 300
			28 150	-	-	28 150
<b>3 304</b>	Projet interconnexion Mali-Guinée ligne 225 kv			-	11 117	11 117
				-	5 067	5 067
			2 587	-	2 587	5 174
				-	1 902	1 902

			18 000	-		18 000
			12 876	-		12 876
		<b>54 136</b>	<b>33 463</b>	<b>-</b>	<b>20 673</b>	<b>54 136</b>
<b>3 181</b>	Projet d'Amélioration Secteur Electricité au Mali (PASEM)	87 750	71 370	16 380	-	87 750
	Réalisation des mini-micros centrales hydroélectriques de Djenné (7,5 MW) et Talo (1400 kW)	21 106		21 106	-	21 106
	Réhabilitation des Aménagements Hydroélectriques de Sélingué et Sotuba (PRAHSS)	25 000	25 000			25 000
	Aménagement hydroélectrique 140 MW de Gouina	69 150	69 150			69 150
	Centrale thermique au fuel lourd : 100 MW BID	97 823	97 823			97 823
<b>3 224</b>	Projet de développement des minicentrales hydroélectriques ainsi que leurs réseaux de distribution associés au Mali (PDM-HYDRO Mali) : construction de la mini-centrale hydroélectrique de Djenné (7,5 MW) et ses réseaux de distribution associés	21 000			21 000	21 000
<b>3 305</b>	1. Projet Régional d'Accès à l'Energie de la CEDEAO (PRAE phase 1)	49 000	32 830		16 170	49 000

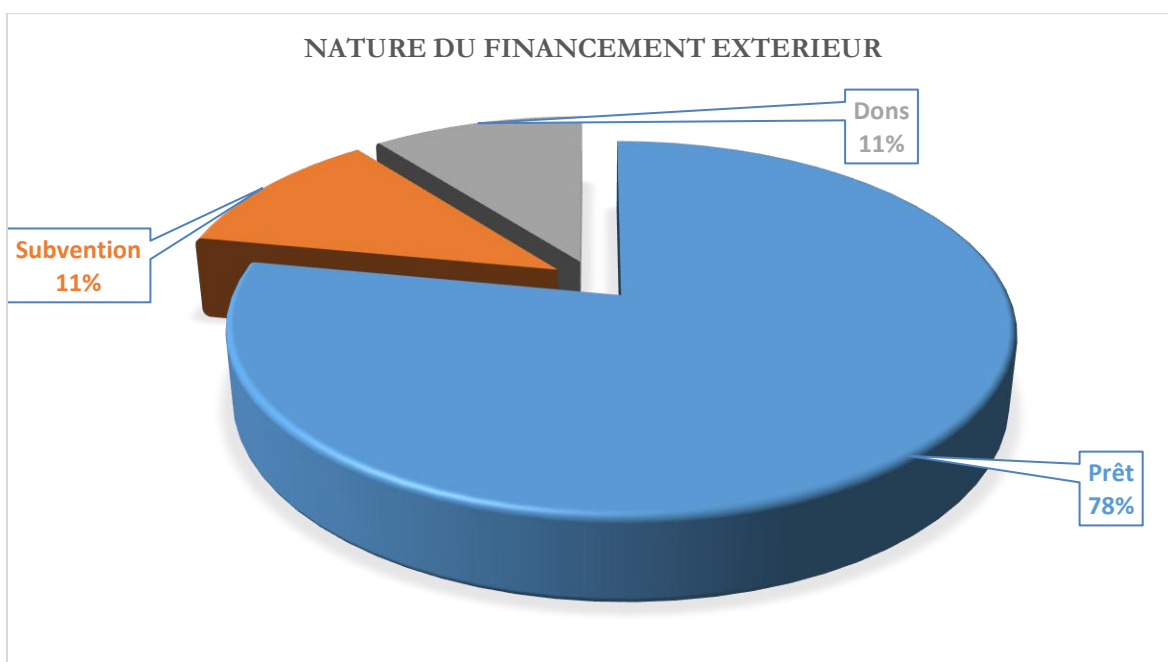
	2. Projet Régional d'Accès à l'Énergie de la CEDEAO (PRAE, Projet BEST)	30 000	15 000		15 000	30 000
	<b>Sous-total DNE</b>	<b>584 415</b>	<b>474 086</b>	<b>37 486</b>	<b>72 843</b>	<b>584 415</b>
Agence Malienne de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rural (AMADER)						
<b>3 117</b>	Projet Énergie Solaire pour le Développement Rural au Mali (PSDER)	9 543	9 543			9 543
<b>3 116</b>	Production hybride et accès rural à l'électricité (PHARE)	24 916	13 113	11 803		24 916
<b>2 869</b>	Projet Systèmes Hybrides d'Électrification Rurale (SHER).	39 749	26 460	13 289	-	39 749
<b>3 048</b>	Électrification rurale par système hybride PERSHY	10 450	10 450	-	-	10 450
	<b>TOTAL</b>	<b>84 658</b>	<b>59 566</b>	25 092	-	84 658
Agence des Énergies Renouvelables AER						
	Projet d'électrification rurale solaire du Mali (50 localités)	25 034	8 000			8 000
				17 034		17 034
	<b>TOTAL AER</b>	<b>25 034</b>	<b>8 000</b>	<b>17 034</b>	-	<b>25 034</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>694 107</b>	<b>541 652</b>	<b>79 612</b>	<b>72 843</b>	<b>694 107</b>

Source : Rapport de la revue des projets et programmes 2023.

Tableau 21 : Nature du financement extérieur secteur Energie

NATURE DU FINANCEMENT		
Prêt	Subvention	Dons
541 652	79 612	72 843

Graphique 15 : Nature du Financement Extérieur Acquis (en millions de F.CFA)

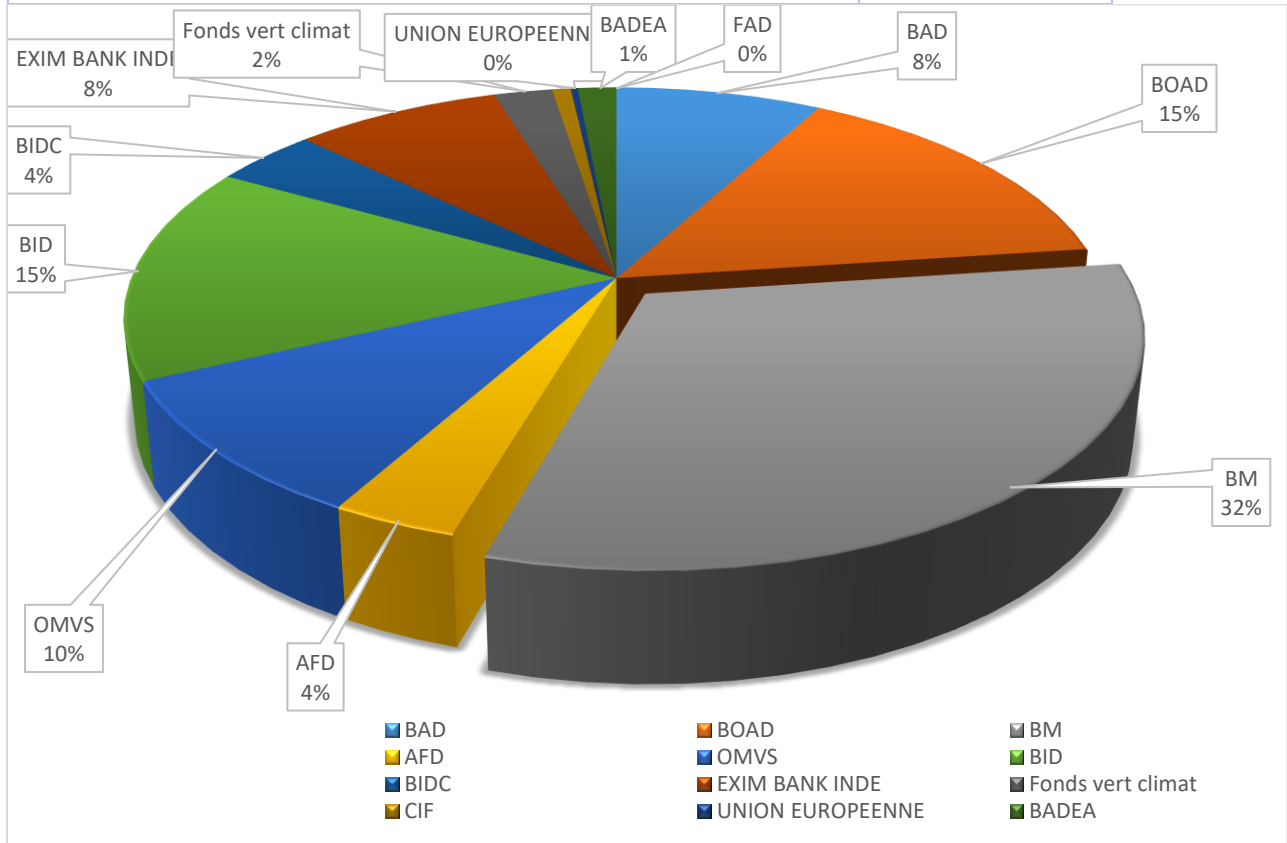


A la lecture du tableau, nous constatons la prédominance du prêt dans le financement extérieur des projets d'envergure. Afin d'assurer une indépendance énergétique, l'Etat malien doit s'employer à inverser cette tendance.

Tableau : Répartition du financement extérieur par bailleur de fonds

BAD	55 983
BOAD	104 500
BM	222 375
AFD	24 916
OMVS	69 150
BID	106 944
BIDC	28 150
EXIM BANK INDE	56 300

<b>Fonds vert climat</b>	<b>15 953</b>
<b>CIF (Fonds d'Investissement Climat)</b>	<b>5 067</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>	<b>1 902</b>
<b>BADEA</b>	<b>10 450</b>
<b>FAD</b>	<b>-</b>
	<b>701 690</b>



### 3. PROBLEMES ET CONTRAINTES

---

#### 3.1. SOUS SECTEUR MINES

---

##### **Contraintes**

Des problèmes et contraintes ont été identifiés, nous pouvons citer entre autres : (i) l'insécurité dans la partie septentrionale du pays qui affecte la mise en œuvre de certains projets du sous-secteur des mines ; l'insuffisance (ii) des données géologiques de base, (iii) des moyens financiers pour l'exécution des travaux d'inventaire minier et de cartographie géologique, (iv) des moyens pour le contrôle, le suivi des activités des sociétés minières, manque de programme de perfectionnement et de motivation ; (v) L'insuffisance d'un mécanisme autonome et approprié de financement des activités du sous-secteur minier ;

Dans le cadre du suivi des activités des sociétés pétrolières, les problèmes d'accès aux périmètres de recherche dû à l'insécurité entraînent pour certaines l'application de la clause de force majeure et pour d'autres l'abandon des blocs.

**Défis** : les défis à relever qui se situent sur plusieurs plans sont entre autres : (i) accroître le niveau des investissements dans le secteur mines pour plus de connaissance sur les potentialités minières du pays; (ii) augmenter le niveau de financement des missions de suivi et de contrôle de la DNGM ; (iii) mettre à disposition de ressources humaines qualifiées et de ressources matérielles ; (iv) renforcer les textes législatifs et réglementaires en matière d'organisation de l'orpaillage ; (v) intégrer d'avantage l'activité minière à l'économie nationale.

## 3.2. SOUS SECTEUR ENERGIE

---

### **Contraintes**

La mise en œuvre des projets a souffert de la survenue de la pandémie de COVID-19 en plus de la crise sociopolitique et sécuritaire que traverse le pays, imposant des changements dans les priorités. D'autres contraintes à signaler sont entre autres : les capacités limitées de production et des réseaux de transport ; le déséquilibre entre l'offre et la demande énergétique ; le faible taux d'accès de la population à l'électricité avec une grande disparité entre les milieux urbain et rural ; Coûts exorbitants d'extension du réseau au regard de la vaste étendue du territoire et de la faible densité de la population (d'où le recours à des solutions décentralisées).

**Défis** : les défis auxquels le sous-secteur doit faire face sont entre (i) augmentation du niveau des investissements ; (ii) simplification de la procédure d'investissement dans les projets d'énergies renouvelables notamment l'hydroélectricité et les énergies solaires ; (iii) développement des mécanismes de financement durables et adaptés à la forte demande des besoins d'accès à l'énergie en lien avec le changement climatique ;

## 4. PERSPECTIVES POUR 2024

### 4.1. SOUS- SECTEUR MINES

En perspective, il est prévu l'entrée en production de la mine de lithium de Gualamina qui va améliorer considérablement l'apport du secteur minier à l'économie. Pour la mine de Gualamina il est attendu un apport de plus de 100 milliards de francs de contribution par an pendant 21 ans d'exploitation de la mine, constituée essentiellement de taxes et d'impôts, de dividendes.

Selon les informations fournies par le ministre de l'Économie, Alousséni Sanou, « la mine devrait également générer jusqu'à 250 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires pour les entreprises détenues par des Maliens, grâce à des contrats de sous-traitance représentant au moins 51 % de l'activité de la mine. De plus, entre 22 et 25 milliards de francs CFA seront mobilisés chaque année pour le développement local, notamment pour la construction d'infrastructures routières, énergétiques et hydrauliques ».

En plus de la mine de lithium de Gualamina, il est prévu l'entrée en production d'une autre mine de lithium située toujours dans la région de Bougouni.

La production du lithium qui est un minéral stratégique participera aussi plus à l'indépendance énergétique du pays à travers la transition énergétique.

#### **L'intensification de la recherche minière sur tout le territoire national continuera**

Il s'agira d'augmenter le financement de projets structurants tel que le projet de cartographie au 1/50.000 du birimien de l'ouest du Mali qui pourra s'étendre également sur le reste du territoire. Ces travaux permettront de mettre à la disposition des investisseurs des données géologiques beaucoup plus détaillées sur la géologie du Mali, toute chose qui peut augmenter les chances de découverte de nouveaux gisements et conforter ainsi notre position de pays minier.

La cartographie de seize (16) feuilles au 1/50.000ème de Mali Sud

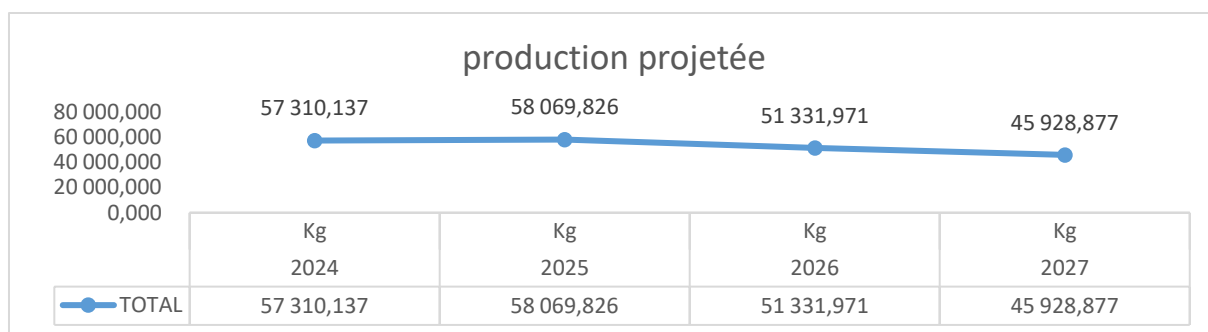
#### **La diversification de la production minière**

L'entrée en production de la mine de lithium de Goulamina à Bougouni.

**Tableau 22 : projection de production industrielle de l'or (en tonnes)**

Année	2024	2025	2026	2027
	Kg	Kg	Kg	Kg
Production	57 310,137	58 069,826	51 331,971	45 928,877

**Graphique 17 : évolution de la projection de production industrielle d'or**



## SITUATION DES RESERVES DES SOCIETES MINIERES

Libellés	2024	2025	2026	2027
<b>Artisanales</b>	6,000	6,000	6,000	6,000
<b>Somisy</b>	141,511	134,482	126,691	119,588
<b>Semos</b>	108,178	101,558	94,600	94,600
<b>Morila</b>	35,249	35,249	35,249	35,249
<b>Yatéla</b>	0,000	0,000	0,000	0,000
<b>Somika (Kalana)</b>	86,927	86,927	86,927	86,927
<b>Somilo/ Gounkoto</b>	74,358	53,202	32,051	11,677
<b>Semico (Segala)</b>	0,000	0,000	0,000	-
<b>Faboula Gold</b>	41,523	40,959	39,838	39,235
<b>Nampala</b>	10,003	8,491	6,979	5,467
<b>Accords</b>	6,085	6,085	6,085	6,085
<b>Fekola</b>	107,766	92,992	87,549	78,529
<b>Metedia</b>	3,457	3,457	3,457	3,457
<b>Somifi</b>	0,000	0,000	0,000	0,000
<b>Komana</b>	34,565	31,788	28,542	25,849
<b>AGG SARL</b>	53,217	53,217	53,217	53,217
<b>Bagama Mining</b>	22,504	22,001	21,498	20,995
<b>Total (en tonnes)</b>	<b>731,343</b>	<b>676,408</b>	<b>628,683</b>	<b>586,875</b>

## 4.2. SOUS SECTEUR ENERGIE

En perspectives, il est prévu la réalisation de trois centrales solaires d'une capacité cumulée de 400 mégawatts d'ici 18 mois.

En effet les travaux de construction de trois (03) centrales ont lieu respectivement le vendredi 24 mai à sanankoroba, le mercredi 28 mai 2024 à Safo et le samedi 1<sup>er</sup> juin à Tiakadougou à selingué.

La centrale solaire photovoltaïque, d'une capacité de 200 mégawatts (MW), qui s'étendra sur 314 hectares à Sanankoroba, est censée augmenter de 10% la production électrique nationale.

Cette centrale « représente un pas significatif vers la diversification du mix énergétique malien et la réduction de sa dépendance aux énergies fossiles ».

**« Notre besoin minimum est de 500 MW et si nous arrivons déjà à produire sous forme d'énergie renouvelable 350 MW », ajouté au reste de la production électrique nationale, cela va « permettre en 2025 de couvrir largement les besoins du Mali » selon la ministre de l'Energie et de l'Eau**

Au-delà de ces projets de construction de centrales électriques, le Ministère, à travers ses services techniques, a élaboré un plan quinquennal d'investissements 2022-2026 qui a fait l'objet d'une communication écrite en Conseil des Ministres du 30 mars 2022.

L'objectif dudit plan est de contribuer à l'atteinte de l'équilibre financier d'EDM-SA à l'horizon 2026 à travers un changement du mix énergétique en augmentant la part des Energies Renouvelables (hydraulique et solaire photovoltaïque) et des importations d'énergie d'autres pays afin de réduire de moitié la part de la production thermique.

Les actions prioritaires retenues sont : i) la recapitalisation de la société d'EDM-SA pour renforcer ses fonds propres ; ii) l'amélioration de la gouvernance à travers la signature d'un contrat de performance ; et iii) la mise en œuvre d'un programme d'investissement à moyen et long terme

Le coût des investissements du plan de développement est estimé à **2 252,201 milliards FCFA**, réparti comme suit : (i) **1 585, 441 milliards de FCFA** pour les ouvrages de production ; (ii) **529,7 milliards FCFA** pour les ouvrages de transports ; (iii) **107,407 milliards FCFA** pour les ouvrages de distribution et (iv) **29,653 milliards FCFA** pour les moyens d'exploitation.

Aussi, il faut souligner que treize projets majeurs, pour un coût global de ..... sont en exécution dont les fins des travaux sont prévus plus ou moins dans 2 à 3 ans .....

## 5. CONCLUSION

---

**Au Mali, bien vrai que le sous-secteur minier** est confronté à sa forte dépendance à l'or, nous constatons des initiatives pour d'autres substances, témoigne l'ouverture prochaine de la mine de lithium de Bougouni et le fort taux d'attribution de permis autres que pour l'or.

En vue de faire face à ces défis majeurs, la politique de développement du sous-secteur minier doit donner une nouvelle impulsion à l'industrie minière, à travers : (i) la diversification des ressources dont le pétrole et le gaz et la recherche de nouvelles substances porteuses ; (ii) l'intensification des travaux de cartographie et d'inventaire minier et enfin, (iii) le développement des petites mines.

En effet, compte tenu des potentialités minières et pétrolières dont dispose le pays et des tendances favorables des prix de certaines substances minérales sur le marché international (lithium, terres rares, poly métaux, etc...), la diversification des produits miniers permettra de donner un second souffle au secteur minier et de consolider durablement les recettes d'exportation rattachées à ce sous-secteur.

### **Quant au sous-secteur de l'énergie,**

Les résultats atteints en 2023 sont mitigés. Cette situation s'explique par la crise socio-politique que connaît le pays, ce qui n'a pas permis de mobiliser les investissements attendus.

La réalisation de plusieurs projets structurants de centrales solaires photovoltaïques et hydroélectriques ainsi que des lignes de transport et d'interconnexion électriques a connu un ralentissement.

Malgré cette situation difficile, certains projets ont enregistré des progrès notables dont la construction de la thermique de 100 MW à Sirakoro et les réseaux d'évacuation, le Projet de construction de la liaison 225 kV double terne Sikasso-Bougouni-Sanankoroba-Bamako. Les taux d'électrification ont légèrement progressé même si l'écart reste important entre les milieux urbain et rural.

Il est donc particulièrement nécessaire de redoubler d'efforts pour la réalisation diligente des projets et programmes dont les projets de centrales hydroélectriques de Kénié, de Kourouba, les centrales hydroélectriques de Bagoé 2, Baoulé 3 et baoulé 4, les centrales solaires photovoltaïques dont les

contrats sont signés (avec des promoteurs privés) ainsi que les projets de transport et de distribution d'énergie électrique.

La poursuite des réformes institutionnelles et celles en lien avec le service public de l'électricité, ainsi que l'adoption des différents documents de politiques et de stratégie du secteur de l'énergie et des principaux textes législatifs et réglementaires en cours de révision permettront d'établir des conditions favorables voire indispensables à la réalisation des différents projets et à l'atteinte des objectifs prioritaires du secteur de l'énergie.

# ANNEXES

**ANNEXE 1 : PROJET DE CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DU CREDD 2019-2023**

N°	Intitulé des indicateurs	Cibles ODD Priorisées	Indicateurs ODD	Structure responsable / Source	Périodicité	Valeur Année de référence 2018	Réalisation 2019	Réalisation 2021	Réalisation 2022	Réalisation 2023	Valeurs cibles		
											2021	2022	2023
		<b>Objectif global 3.3. Développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois</b>											
	Apport agrégé du secteur minier au trésor public (en milliards de FCFA)	12.2	12.2.1	CPS/Mine et Énergie	Annuelle	248	403,64	564,236	763, 685	554,407	380	375	405
	Production d'or (en tonnes)					66,894	71,19	69,640	72,228	72,593	77	71	76
		<b>Objectif global 3.5. Développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production</b>											
	Taux d'accès à l'électricité (%)	7.1	7.1.1	CPS/SME									
	<i>au niveau national</i>	7.1	7.1.1	CPS/SME	Annuelle	46,26	50	53,6	57,4	63.6	55	61	65
	<i>en milieu urbain</i>	7.1	7.1.1	CPS/SME	Annuelle	93%	96	98	98	105,7	98	98	98
	<i>en milieu rural</i>	7.1	7.1.1	CPS/SME	Annuelle	24,94	21,12	24,70	26,9	31,90	25	28	31
	Taux de pénétration des énergies renouvelables	7.2	7.2.1	CPS/SME	Annuelle	5	13	11	12,16	11,82	23	28	31